



## **Les connaissances politiques**

Jean Chiche, Florence Haegel

### **► To cite this version:**

Jean Chiche, Florence Haegel. Les connaissances politiques. Gérard Grunberg; Nonna Mayer; Paul Sniderman. La démocratie à l'épreuve, Presses de Sciences Po, pp.273 - 292, 2002, 9782724608755. <hal-03458580>

**HAL Id: hal-03458580**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03458580v1>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## Chapitre 9

### Les connaissances politiques

Au cœur du débat sur la démocratie, la question du type de citoyen qu'elle requiert a été tout particulièrement discutée. Dans la théorie classique, le modèle démocratique exige un citoyen vertueux, doté des qualités civiques qui le porteraient naturellement vers le bien commun et l'intérêt général. Mais encore faut-il que cette vertu cardinale du bon citoyen – la recherche du bien commun – puisse s'exercer à partir d'opinions informées (Delli Carpini, Keeter, 1996). La démocratie représentative, fondée sur le principe de désignation des représentants par l'élection impose, pour sa part, deux critères de validité à cette procédure : le choix doit concerner le plus grand nombre et suppose donc un seuil minimum de participation ; il doit être également fait « en connaissance de cause », autrement dit par des citoyens informés qui mettent en œuvre un jugement fondé en raison (Berelson, Lazarsfeld, Mac Phee, 1954 ; Almond et Verba, 1963). Dès l'origine, les théories élitistes ont critiqué l'illusion d'une telle exigence et, par la suite, la recherche électorale a fourni les preuves empiriques de la rareté de ce modèle de citoyen intéressé, informé et rationnel<sup>1</sup>. Aujourd'hui, après cette phase de désenchantement, un certain nombre de travaux tend à montrer que les choix politiques, même s'ils ne reflètent pas une

---

1. Pour une présentation en français des controverses américaines sur cette question, voir Blondiaux (1996).

maîtrise parfaite des catégories politiques, ont leur propre cohérence (Sniderman et al., 1991) et qu'être rationnel consiste justement à ne rechercher que l'information strictement nécessaire pour se faire une opinion et à pallier, dans certains cas, le manque d'information en se fiant aux jugements des autres (Lupia, McCubbins, 1998). En France, ce débat s'est organisé autour de la notion de compétence (Bourdieu, 1973), définie comme un savoir permettant de donner sens à l'univers politique, c'est-à-dire comme une connaissance phénoménologique du champ politique (familiarité avec les acteurs et les enjeux politiques, capacité à les différencier et à les classer) mais aussi comme un sentiment de légitimité sociale. En effet, les travaux français se sont principalement consacrés à analyser le poids des inégalités sociales sur le sentiment d'incompétence (Gaxie, 1978) et à mettre au jour les mécanismes de compensation de ces handicaps sociaux (Michelat, Simon, 1982). Mais ils se sont, jusqu'à présent, moins intéressés aux mécanismes proprement cognitifs, aux enjeux de connaissance et d'information ou à l'étude des perceptions politiques. Ce relatif désintérêt se manifeste d'ailleurs, dans les enquêtes quantitatives, par la rareté des questions portant sur les moyens d'information utilisés pour connaître la politique (exposition aux médias, discussion politique), sur le niveau de connaissance politique des individus et sur la manière dont ils élaborent leurs jugements.

Pour la première fois dans l'enquête 2000, des questions cherchant à mesurer le niveau de connaissance politique de la population électorale française ont été posées. Il s'agit bien précisément d'un test de savoir constitué de questions factuelles sur les règles du jeu institutionnel (durée du mandat présidentiel, droit de dissolution, responsabilité du gouvernement devant le Sénat, financement des partis politiques) et électoral (mode de scrutin, droit de vote des étrangers) de la Cinquième République, sur l'actualité politique (participation gouvernementale des communistes, affiliation partisane d'Alain Madelin) et sur des institutions européennes ou étrangères. Le test n'est donc pas une évaluation de la compréhension que les individus ont des catégories et des logiques politiques, mais bien de leur savoir. Conformément aux règles méthodologiques, les personnes interrogées étaient amenées à juger de la véracité d'une série de propositions présentées en fin de questionnaire afin d'éviter qu'elles influencent la réponse aux questions d'opinion. Ce test est introduit par

une formule tendant à faciliter les aveux d'ignorance, l'énoncé étant le suivant : « Je vais vous lire une série de propositions. Pour chacune d'entre elles, je voudrais que vous me disiez si elle vous paraît vraie ou fausse. Si vous ne savez pas, dites-le-moi et nous passons à la question suivante. » Quatre de ces propositions sont vraies, les six autres fausses. La proposition la plus « difficile », c'est-à-dire celle qui suscite le plus de réponses fausses, porte sur le scrutin permettant d'élire les députés. Les propositions renvoyant à des thèmes de politique étrangère sont également très sélectives (celle faisant référence au nom du vice-président américain recueille le plus de « ne sait pas ») (tableau 1).

Tableau 1. *Résultats à plat des dix questions de connaissance*

(en %)

	Vraie	Fausse	Ne sait pas
– Il y a des ministres communistes dans le gouvernement de Lionel Jospin.....	73*	5	22
– La Finlande fait partie de l'Union européenne.....	36*	35	29
– Alain Madelin appartient au RPR.....	28	41*	31
– Le Premier ministre a le droit de dissoudre l'Assemblée nationale.....	28	58*	14
– Al Gore est le vice-président des États-Unis.....	31*	23	46
– Le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans.....	10	88*	2
– Le Sénat a le pouvoir de renverser le gouvernement ....	23	49*	28
– Les députés sont élus au scrutin proportionnel.....	41	30*	29
– Les étrangers qui résident en France depuis cinq ans ont le droit de voter à l'élection présidentielle.....	16	66*	18
– L'État aide financièrement les partis politiques.....	64*	22	14

\* Indique les réponses exactes.

L'objectif de ce chapitre est de présenter la manière dont a été construit l'indicateur de connaissance politique utilisé, par ailleurs, dans un certain nombre de contributions de cet ouvrage. Mais, surtout, il est d'analyser les logiques sociales et partisans qui sous-tendent les phénomènes de connaissance politique et les relations qui existent entre le savoir politique et la perception et le jugement portés sur le fonctionnement du système politique démocratique.

### *La construction d'un indicateur*

Sur les 2 148 personnes que compte notre échantillon, 100 (4,7 %) ont donné une bonne réponse à toutes les questions ; en revanche, aucune n'a donné que des réponses fausses ou une seule réponse juste. Le nombre moyen de bonnes réponses est de 5,3 sur 10, celui des réponses fausses est de 2,3, strictement comparable, d'ailleurs, à celui des non-réponses.

Dans la construction d'un indicateur de connaissance comme celui-ci, la question du traitement des non-réponses (ici des déclarations d'ignorance) est centrale. Déjà présent dans le cas des questions d'opinions, l'enjeu de leur traitement est ici particulièrement décisif, du fait tout à la fois de leur nombre (à l'exception de la question sur la durée du mandat présidentiel, elles représentent, selon les items, de 15 % à plus de 40 % des réponses) et du sens qu'on peut leur accorder.

Tableau 2. *Occurrences des réponses aux 10 questions*

Nombre de réponses	Bonnes	Mauvaises	« Ne sait pas »
0 .....	.8	12.7	23.8
1 .....	3.5	22.0	19.0
2 .....	7.7	23.7	17.6
3 .....	12.8	19.0	13.6
4 .....	15.0	12.4	10.9
5 .....	13.9	6.3	6.0
6 .....	13.3	2.9	4.2
7 .....	10.8	.9	2.0
8 .....	10.3	.1	1.9
9 .....	7.3	0	.6
10 .....	4.7	0	.2
	100 %	100 %	100 %

Dans un premier temps, nous avons construit un score agrégeant l'ensemble des réponses aux dix questions en opposant les bonnes réponses, d'un côté, aux mauvaises réponses regroupées aux « ne sait pas », de l'autre. Le coefficient alpha de Cronbach – qui teste l'homogénéité de l'indicateur est alors de 0,70. Une autre tentative a consisté à calculer un score en opposant, cette fois, les bonnes et mauvaises réponses entre elles et en affectant aux « ne sait pas » un score correspondant à la moyenne. Enfin, un dernier essai a été tenté en excluant radi-

calement les non-réponses du score calculé. À chaque fois, les coefficients alpha ne sont pas suffisants pour respecter la diversité et la structure des réponses<sup>1</sup>.

Compte tenu de ces résultats, il a paru nécessaire d'analyser les dix questions en analyse des correspondances multiples. Celle-ci a fait apparaître, dans le plan 1-2, une structure triangulaire quasi parfaite (graphique 1). Le premier axe oppose les bonnes réponses aux « ne sait pas » ; le second axe oppose bonnes et mauvaises réponses. Il apparaissait alors tout à fait justifié de prendre en compte, pour elles-mêmes, les modalités de réponses « ne sait pas ». Ce plan factoriel représentant 95 % de l'inertie totale du nuage, l'idée de construire un indicateur synthétique issu de ce plan et qui résumerait la quasi-totalité de l'information semblait pertinente.

À l'observation du nuage des individus, apparaissait l'évidence d'une organisation en *patterns*<sup>2</sup>, autrement dit en modèles de réponses ou trajets privilégiés de réponses. Par exemple, un trajet assez répandu (60 personnes l'ont suivi dans l'enquête) est constitué par des réponses correctes à l'ensemble des questions, à l'exception de celle portant sur l'appartenance de la Finlande à l'Union européenne. Cette analyse a permis aussi de constater que l'information sur la durée du mandat présidentiel étant largement connue (88 % des personnes interrogées ont, en effet, donné la bonne réponse), il n'était pas utile qu'elle soit retenue pour la construction de l'indicateur.

Pour résumer cette structure ternaire, nous avons dédoublé<sup>3</sup> les réponses à chacune des neuf questions restantes et avons procédé à une analyse des correspondances qui confirme la qua-

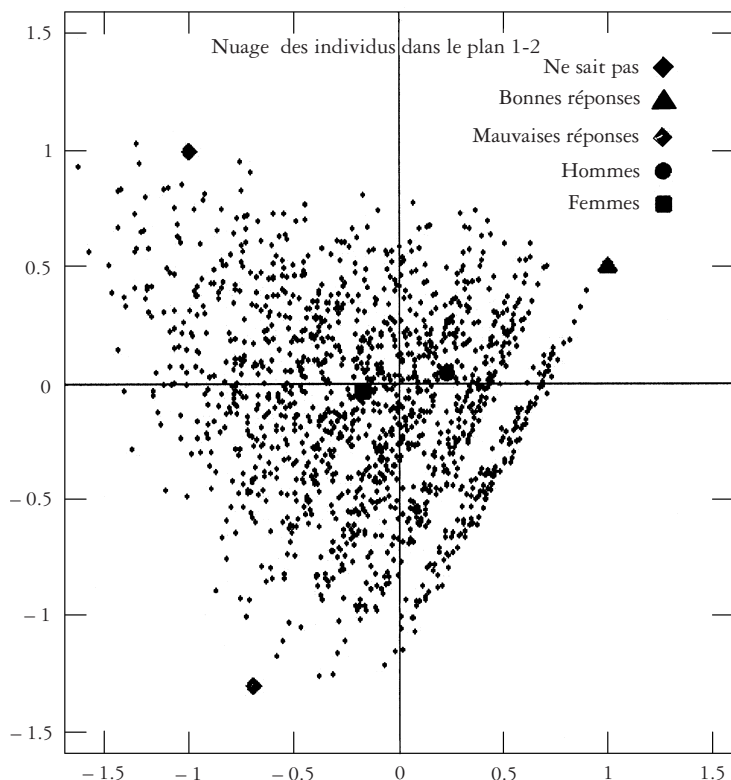
---

1. Respectivement  $\alpha = 0,57$  et  $0,51$ .

2. Une analyse de ces *patterns* montre que 40 chemins représentent 22 % des individus, les 100 premiers *patterns* représentent 45,2 % des individus. 55 % empruntent donc des chemins uniques, ce qui est un indicateur fort de la dispersion des réponses.

3. On crée deux variables par question de connaissance. Si un individu a bien répondu à la question « i », il sera alors codé 2 en Qi1 et 0 en Qi2 ; s'il a donné une réponse fausse, il sera codé 0 en Qi1 et 2 en Qi2 ; enfin, s'il n'a pas donné de réponse il sera codé 1 en Qi1 et 1 en Qi2. La somme des questions Qi1 et Qi2 vaudra toujours 2, quelle que soit la réponse émise, et la structure du tableau sera respectée. Sachant que l'on code ainsi chacune des neuf questions soumises à l'analyse. Nous aurons donc un tableau qui, pour chacun des 2 148 individus de l'enquête, aura 18 variables.

Graphique 1. *Analyse des correspondances multiples*  
(le nuage des individus dans le plan 1-2)



lité de l'indicateur<sup>1</sup>. Ce dernier est constitué par les coordonnées factorielles de chaque individu sur cet axe. Pour faciliter la lecture des tableaux de résultats, nous avons, enfin, standardisé l'indicateur en le faisant varier dans l'intervalle de 0 à 1, sa moyenne étant de 0,49.

Dans cette enquête, une autre manière de cerner le degré de connaissance politique des individus a également été testée. Il

---

1. Le premier facteur hiérarchise les questions et oppose bonnes et mauvaises réponses ; les modalités « ne sait pas » s'organisent autour du centre du nuage. Ce facteur représente à lui seul 90 % de la variance du tableau analysé. C'est ce qu'on appelle un effet taille.

était, en effet, demandé aux enquêteurs d'évaluer par une note de 1 à 20, et une fois l'entretien fini, le niveau de compréhension de l'enquêté en matière politique. La note moyenne attribuée par les enquêteurs aux enquêtés est 12,3 et la corrélation entre l'indicateur de connaissance politique et la mesure issue de l'appréciation de l'enquêteur est de 0.50. Cette relation est forte, mais indique cependant que l'on ne peut se contenter d'une appréciation subjective pour mesurer les connaissances et qu'il est important de saisir la compétence des individus par une série de questions spécifiques. Enfin, la classique question sur l'intérêt pour la politique fournit une autre mesure, non pas cette fois de la connaissance ou de la compréhension, mais plutôt de l'implication. Le fait que le coefficient de corrélation entre l'indicateur de connaissance et la déclaration d'intérêt soit de 0.43 témoigne de leur lien. Il confirme les enseignements de la psychologie cognitive qui insiste sur le fait que la connaissance est un processus actif, sélectif et orienté vers des objectifs (Lupia, McCubbins, 1998, p. 17-38) et donc qu'il est peu probable que les personnes retiennent des informations dans des domaines qui ne les intéressent pas. Il n'en demeure pas moins vrai que le coefficient n'est pas si fort que l'on puisse considérer que les notions de connaissance et d'implication sont redondantes.

*Les logiques sociales de la connaissance politique :  
l'impact du genre*

La hiérarchisation des niveaux de connaissance renvoie-t-elle à une distribution sociale du savoir en matière politique ? Comme on pouvait s'y attendre, plus on a fait d'études et plus on a de chances de répondre correctement aux questions du test de connaissance (tableau 3).

Tableau 3. *Niveau de connaissance et niveau d'études*

Niveau d'études	Moyenne des connaissances
Au-dessous du bac.....	.41
Bac.....	.51
Études supérieures.....	.62
Total .....	.49



L'âge apparaît également comme un facteur important dans la constitution d'un savoir politique, dans le sens où plus on avance en âge, plus on connaît la politique, ses règles du jeu et ses acteurs (tableau 4). L'impact de l'âge renvoie aux transformations liées au cycle de vie : plus on est âgé, plus on accumule ou plus on a accumulé des connaissances, en raison peut-être de la durée d'exposition aux informations. Toutefois, le fait que les personnes de 70 ans soient moins « performantes » que celles de 60 à 69 ans signale qu'au-delà d'un certain seuil, un processus de prise de distance au politique s'engage (Thomas, 1996). L'effet de l'âge reflète sans doute également un effet de générations : même si les plus jeunes, du fait de leur niveau scolaire, devraient être les plus performants, leur faible intérêt pour la politique institutionnelle les conduit à moins retenir les informations qui s'y réfèrent.

Tableau 4. *Niveau de connaissance et âge*

Âge en décades	Moyenne des connaissances
18-29 ans .....	.40
30-39 ans .....	.45
40-49 ans .....	.50
50-59 ans .....	.57
60-69 ans .....	.63
70 ans et + .....	.58
Total .....	.49

Au-delà de l'effet attendu du niveau d'études et de l'impact de l'âge, le phénomène le plus notable est la persistance et l'importance des différences de genre (tableau 5). Celles-ci se manifestent de deux manières : les femmes avouent plus souvent que les hommes ne pas savoir évaluer la véracité des propositions qui leur sont soumises et, quand elles donnent une réponse, elle est plus souvent erronée. Ainsi, les femmes se révèlent à la fois plus ignorantes en matière de politique institutionnelle et plus portées que les hommes à reconnaître que le politique n'est pas leur domaine et qu'elles ne savent donc pas répondre à certaines questions.

Tableau 5. *Niveau de connaissance et genre \**

Sexe de l'interviewé	Moyenne des connaissances
Hommes .....	.62
Femmes .....	.40
Total .....	.49

Les résultats des tableaux de ce chapitre présentant des comparaisons de moyennes ont été testés par une analyse de variance et ont tous des coefficients statistiquement significatifs.

La distance des femmes au politique n'est pas un phénomène nouveau. Elle est généralement mise sur le compte de leur déficit d'intégration sociale et précisément attribuée à leur retard en matière de scolarité ou d'activité professionnelle (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983). Dans cette logique, leur progressive intégration scolaire et professionnelle doit mécaniquement entraîner leur intégration politique. Or, il apparaît, que l'écart entre hommes et femmes demeure à âge (tableau 6) et niveau d'études (tableau 7) égaux.

Tableau 6. *Les différences de connaissance entre hommes et femmes à âge égal*

	Hommes	Femmes	Moyenne
18-29 ans .....	.46	.35	.40
30-39 ans .....	.58	.35	.45
40-49 ans .....	.65	.40	.50
50-59 ans .....	.74	.45	.57
60-69 ans .....	.78	.50	.63
70 ans et + .....	.75	.48	.58
Moyenne .....	.62	.40	.49

Il est particulièrement frappant de constater que les jeunes femmes, de même que les plus diplômées, sont plus ignorantes que les hommes de leur génération ou de leur niveau d'éducation ; et même que l'écart entre hommes et femmes est le plus important chez les catégories les plus diplômées (28 points pour les catégories ayant fait des études supérieures contre 21 pour celles qui n'ont pas le bac).

Tableau 7. *Les différences de connaissance entre hommes et femmes à niveau d'études égal*

	Hommes	Femmes	Moyenne
Au-dessous du bac .....	.53	.32	.41
Bac .....	.63	.44	.51
Études supérieures .....	.78	.50	.62
Moyenne .....	.62	.40	.49

Le décalage entre hommes et femmes en matière de connaissance politique ne s'explique donc pas par des inégalités scolaires. Renvoie-t-il à un écart en matière d'intérêt pour la politique ? Les femmes sont non seulement moins intéressées par la politique que les hommes mais, quand elles se disent intéressées, elles demeurent moins au fait que les hommes des règles de fonctionnement du système institutionnel. Autrement dit, alors que l'effet compensateur de l'intérêt pour la politique sur le niveau de connaissance est évident chez les hommes, il n'est guère visible chez les femmes (tableau 8). Ce résultat peut indiquer que les femmes qui se considèrent comme intéressées par la politique n'ont pas en tête, dans cette appréciation subjective, une conception de celle-ci construite à partir d'un champ institutionnel qu'elles semblent, par ailleurs, largement ignorer.

Tableau 8. *Intérêt et connaissance politique par sexe*

(en %)		
Connaissances \ Intérêt		
	Faible	Fort
<i>Hommes</i>		
Faibles	26	9
Fortes	21	44
<i>Femmes</i>		
Faibles	47	15
Fortes	20	19

Pour synthétiser le modèle socio-démographique expliquant les différences de connaissance, nous avons utilisé la méthode de la régression logistique en retenant comme situation de réfè-

rence une femme âgée de 40 à 49 ans, employée dans une entreprise privée, gagnant entre 10 et 15 000 francs et qui a le bac (tableau 9). Le coefficient de régression multiple est de 0,26<sup>1</sup>, indiquant un bon niveau de prédiction des connaissances politiques par les facteurs sociaux.

L'analyse de régression confirme l'importance des effets de la stratification sociale sur le niveau de connaissance politique : le genre, l'âge et la profession, enfin le niveau d'études, pèsent directement sur les connaissances politiques. Les études menées aux États-Unis constatent le poids des mêmes facteurs d'inégalité, même si l'effet du revenu y apparaît plus important (Delli Carpini, Keeter, 1996). En France, il est significatif que le niveau scolaire ne soit pas la variable la plus déterminante et qu'elle apparaisse nettement moins décisive que le genre. Cette permanence des différences de genre en matière de savoirs politiques reste un phénomène encore difficile à interpréter. Elle ne s'explique ni par l'inégalité de capital scolaire, ni entièrement par le fait que les femmes sont moins intéressées par le politique. On peut penser qu'elles se sentent moins concernées par le système politique parce qu'elles y sont moins représentées. La loi sur la parité devrait alors contribuer à changer les données du problème (Sineau, 2001). On peut aussi faire l'hypothèse que les formes de leur politisation sont moins organisées autour du champ institutionnel et des règles qui le régissent. Les études supposent d'être attentif à d'autres modes de production du politique<sup>2</sup> et invite à développer les travaux, encore rares, sur la spécificité du rapport au politique des femmes et sur les effets d'une socialisation politique différentielle.

---

1. Récapitulatif du modèle :

-2 log -vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
2506,990	.193	.257

2. Voir Duchesne, Haegel (2001).

Tableau 9. *Modèle des variables socio-démographiques du taux de connaissance*

	Coefficient Bêta		Exp (B)
<i>Sexe</i>			
Hommes .....	1.251**	(.109)	3.495
Femmes.....	Référence		
<i>Niveau d'études</i>			
Au-dessous du bac .....	-.584**	(.143)	.558
Bac.....	Référence		
Études supérieures.....	.289*	(.153)	1.335
<i>Âge</i>			
18-29 ans .....	-.472*	(.165)	.624
30-39 ans .....	-.212	(.147)	.809
40-49 ans .....	Référence		
50-59 ans .....	.512*	(.172)	1.668
60-69 ans .....	1.157**	(.193)	3.180
70 ans et + .....	.906**	(.215)	2.475
<i>Profession</i>			
Indépendants, patrons .....	.114	(.216)	1.120
Cadres supérieurs.....	.441*	(.223)	1.554
Prof. intermédiaires du public ...	.181	(.186)	1.199
Prof. intermédiaires d'entreprise .	.084	(.185)	1.088
Employés du public.....	-.115	(.192)	.891
Employés d'entreprise.....	Référence		
Ouvriers qualifiés .....	-.409*	(.194)	.665
Ouvriers spécialisés.....	-.640*	(.238)	.527
Inactifs .....	-.075	(.195)	.928
<i>Revenu</i>			
0-7500 F .....	-.623**	(.149)	.536
7501-10 000 F .....	-.179	(.148)	.836
10 001-15 000 F .....	Référence		
15 001-20 000 F.....	.238	(.149)	1.269
Plus de 20 000 F .....	.341	(.171)	1.406
<i>Constante</i>	-.293	(.198)	.746

Exp(B) exprime le rapport de chances entre la situation décrite par la modalité et la situation de référence de la variable. Les écarts types figurent entre parenthèses.

\* Le coefficient est significatif au niveau 0.05.

\*\* Le coefficient est significatif au niveau 0.01.

*Les logiques partisans et idéologiques  
de la connaissance politique*

Quelles relations les phénomènes de connaissance politique ont-ils avec l'ensemble des autres indicateurs du positionnement partisan ou, plus largement, idéologique des personnes interrogées ? Se déclarer proche d'un parti et connaître les règles et acteurs du système politique institutionnel relèvent d'un même sentiment de familiarité à l'égard de l'univers politique spécialisé. Et, en effet, plus on se sent éloigné des partis politiques, plus on est ignorant des règles du jeu politique (tableau 10). Toutefois, on peut noter que les « très proches » des partis politiques ne sont pas ceux qui ont les meilleurs scores aux questions de connaissance. Une forte proximité partisane n'est pas le fait des individus les plus informés et sans doute les plus familiers du système politique institutionnel<sup>1</sup>, la proximité partisane jouant, dans certains cas, un rôle de compensation à un déficit d'information.

Tableau 10. *Intensité de la proximité partisane et connaissance politique*

Intensité de la proximité partisane	Connaissance politique
Très proche.....	.50
Assez proche.....	.56
Peu proche.....	.43
Pas du tout proche.....	.36
Sans opinion.....	.44
Total.....	.51

Du point de vue de l'orientation partisane (tableau 11), les sympathisants des partis de la droite classique ont obtenu les meilleurs résultats aux questions de connaissance. Parmi eux, les sympathisants de l'UDF arrivent très largement en tête. Certes, ce groupe partisan est à la fois le plus cultivé de l'échantillon — cette variable, même si elle ne joue pas le rôle essentiel, influe fortement sur le niveau de connaissance — et très masculin (voir chap. 7). Mais la relation demeure quel que soit le niveau d'études ou le genre des personnes interrogées : par exemple, les

1. Voir Haegel (1990).

sympathisantes UDF connaissent mieux les règles du jeu politique<sup>1</sup> que celle des autres partis.

Tableau 11. *Proximité partisane  
et connaissance politique*

Proximité partisane	Connaissance
Aucun .....	.42
LO, LCR .....	.41
PC .....	.47
Verts .....	.47
PS .....	.51
UDF .....	.75
RPF .....	.56
RPR .....	.52
FN .....	.40
CPNT .....	.34

La prise en compte de la position des personnes interrogées sur l'échelle gauche-droite va dans le même sens que les résultats précédents. Ceux qui se déclarent proches de la droite ont un niveau de connaissance politique plus élevé que les proches de la gauche. Sans surprise, les personnes se considérant comme ni de gauche, ni de droite, sont à la fois plus distantes vis-à-vis de la politique institutionnelle, les plus jeunes, les moins cultivées et celles qui ont le taux de connaissance le plus faible (tableau 12).

Tableau 12. *Orientation idéologique et connaissance politique*  
« Êtes-vous de gauche, de droite, ni de gauche, ni de droite ? »

Êtes-vous	Connaissance
Plutôt de gauche .....	.53
Plutôt de droite .....	.56
Ni de gauche ni de droite .....	.41
Sans opinion .....	.39
Total .....	.49

1. Un taux de 0.63 pour les « femmes » de l'UDF contre par exemple 0.28 pour celles du FN.

La prise en compte de la position détaillée des individus sur l'échelle gauche-droite (tableau 13) révèle une asymétrie des niveaux de connaissance suivant que l'on est de gauche ou de droite. Plus on est à gauche, plus on a un taux de connaissance élevé. À droite, le phénomène est inversé, c'est quand on se situe loin des extrêmes que le niveau de connaissance est le plus fort.

Tableau 13. *Position détaillée sur l'échelle gauche droite, connaissance et intérêt politiques*

Diriez-vous que vous êtes	Connaissance	Intérêt
Très à gauche .....	.61	.67
Assez à gauche .....	.53	.51
Pas très à gauche.....	.49	.38
<i>Moyenne gauche</i> .....	<i>.53</i>	<i>.50</i>
Très à droite .....	.50	.53
Assez à droite .....	.56	.50
Pas très à droite .....	.60	.49
<i>Moyenne droite</i> .....	<i>.56</i>	<i>.50</i>

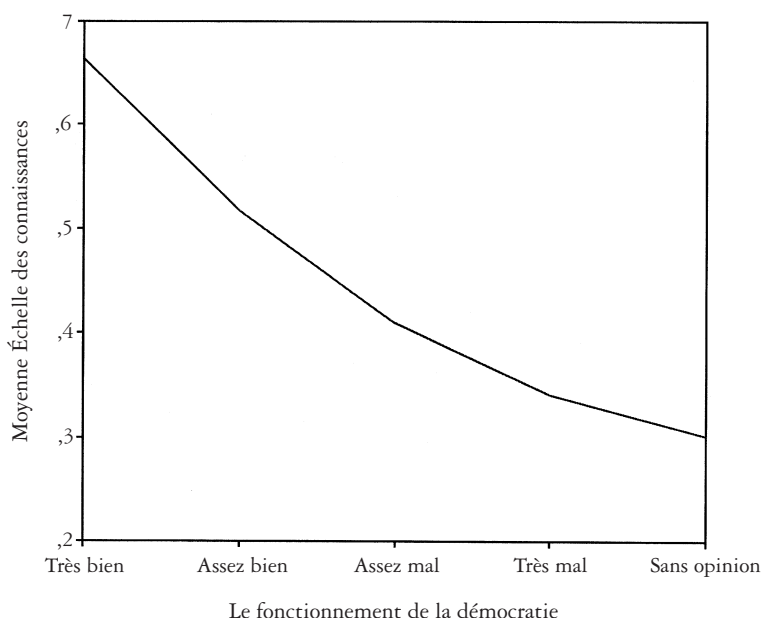
Or, cette distribution ne correspond pas à celle de l'intérêt pour la politique. De manière régulière dans les enquêtes par sondage, on constate, en effet, que l'intérêt pour la politique se distribue selon une courbe en U. Les personnes se déclarant très à gauche et très à droite ont un intérêt pour la politique plus fort que les personnes adoptant des positions modérées, cet écart est particulièrement net à gauche. Cette différence de distribution entre les deux indicateurs de connaissance et d'intérêt politiques confirme, une nouvelle fois, qu'ils ne peuvent être considérés comme équivalents.

### *Jugement sur la démocratie et connaissance politique*

Dans les considérations classiques sur la démocratie, le modèle d'un citoyen éduqué et politiquement informé est valorisé non seulement parce que sa compétence rendrait légitime sa participation dans le processus de désignation des dirigeants mais aussi parce qu'elle fonderait son soutien au système démocratique. La figure contemporaine d'un citoyen à la fois éduqué, informé et



Graphique 2. *Fonctionnement de la démocratie  
et taux de connaissance politique*



critique (Norris, 1999) a remis partiellement en cause cette vision. Qu'en est-il dans l'enquête 2000 ? La connaissance du politique va-t-elle de pair avec un jugement positif ou critique à l'égard du système démocratique ?

De fait, un jugement favorable au fonctionnement démocratique varie considérablement en fonction du taux de connaissance : plus on a de connaissance en matière politique, plus la satisfaction à l'égard de la démocratie est forte (graphique 2). La tendance est la même à âge et niveau d'études égaux et quel que soit le genre.

L'indicateur de connaissance politique a également un effet important sur les questions portant sur les procédures et les acteurs de la démocratie représentative. La relation entre la fréquence déclarée du vote et l'indicateur de connaissance est linéaire. Et, sans surprise, les personnes non inscrites sur les

listes électorales ou n'ayant jamais voté ont un niveau de connaissance très faible (tableau 14).

Tableau 14. *Fréquence du vote et connaissance politique*

Depuis que vous êtes en âge de voter : avez-vous voté	Connaissance
À toutes les élections .....	.54
À presque toutes les élections .....	.53
À quelques-unes .....	.39
À aucune .....	.30
vous n'êtes pas inscrit sur les listes électorales .....	.30
Total.....	.49

Dans la même logique, plus le taux de connaissance est élevé, plus les personnes interrogées pensent que le vote est une chose importante<sup>1</sup> ; qu'il est important qu'il y ait des partis politiques<sup>2</sup> ; plus elles ont confiance dans l'Assemblée nationale<sup>3</sup>. Les mêmes relations peuvent être constatées à propos des questions portant sur la perception des hommes politiques. Plus le niveau de connaissance est élevé, plus le jugement sur l'honnêteté des hommes politiques est positif<sup>4</sup> et moins le souhait que les experts, et non le gouvernement, décident ce qui est meilleur pour le pays est exprimé. Ce résultat confirme le fait que ceux qui détiennent le plus de savoirs politiques ne valorisent pas nécessairement la légitimité de l'expertise (voir chap. 3). En revanche, le lien systématiquement constaté entre niveau de connaissance politique et jugement positif sur le fonctionnement de la démocratie ne concerne pas l'évaluation du degré de « réactivité » (*responsiveness*) des hommes politiques. Il n'existe aucune relation entre le fait d'avoir un niveau de connaissance élevé et l'opinion selon laquelle « les hommes politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous » (voir chap. 4).

1. Ceux qui pensent que voter est extrêmement important ont un taux de connaissance de 0.54 alors que ceux qui pensent que ce n'est pas important ont un taux de 0.38.

2. Le taux varie de 0.60 pour ceux qui pensent que c'est extrêmement important à 0.35 pour ceux qui trouvent que ce n'est pas très important.

3. Le taux varie de 0.51 (très confiant) à 0.43 (pas du tout confiant).

4. Il passe de 0.60 à 0.40.

Si l'on synthétise les questions relatives à la démocratie en deux indicateurs portant sur l'adhésion à la démocratie représentative<sup>1</sup> et à la démocratie sociale<sup>2</sup>, on constate d'abord que connaissance politique et adhésion aux procédures de la démocratie représentative (vote, partis, Parlement) vont ensemble (tableau 15). À l'inverse, quand on a de bonnes connaissances politiques, on a légèrement tendance à être moins favorable aux mesures de démocratie sociale. De plus, la comparaison de ces deux dimensions conduit à mettre en lumière un effet spécifique du genre. En effet, s'agissant de la démocratie représentative, il n'y a pas d'écart significatif entre hommes et femmes. Ils y adhèrent dans les mêmes proportions, toujours plus quand ils connaissent les règles du jeu. En revanche, de nettes différences apparaissent à propos de la démocratie sociale : les femmes y sont nettement plus favorables que les hommes, même quand elles témoignent d'une bonne connaissance de la politique institutionnelle.

Tableau 15. *Intensité de l'adhésion à la démocratie représentative*

(en % par sexe et taux de connaissance)

	Connaissance faible	Connaissance forte
Hommes .....	37,8	60,1
Femmes .....	39,9	58,1
	39,1	59,3

Il existe donc bien un effet spécifique du genre sur la manière de concevoir la démocratie que saisissent aussi les enquêtes qualitatives (Mossuz-Lavau, Kérvasdoué, 1997). Les femmes n'adhèrent pas moins que les hommes aux procédures de la démocratie représentative, mais elles sont toujours plus enclines à valoriser

1. On utilise pour cela les questions portant sur la confiance dans l'Assemblée nationale, le fait de voter régulièrement aux élections, l'importance qu'il y ait des partis politiques, le fait qu'un homme fort gouverne sans se préoccuper du Parlement.

2. Nous avons construit une échelle de démocratie sociale en utilisant les items de « justice sociale », « prendre aux riches pour donner aux pauvres », « réduire l'écart entre les riches et les pauvres », « l'État doit assurer à chacun un revenu minimum », « certains disent qu'il faudrait augmenter les allocations de chômage ».

le principe d'égalité et l'intervention protectrice de l'État dans le domaine social.

Tableau 16. *Intensité de l'approbation de la démocratie sociale*

(en % par sexe et taux de connaissance)

	Connaissance faible	Connaissance forte
Hommes .....	40,0	38,1
Femmes .....	51,0	46,0
	47	41,4

L'intérêt de prendre en compte les enjeux de connaissance politique apparaît, dès lors, évident. Les résultats présentés dans ce chapitre établissent que les effets de niveau scolaire, de connaissance et d'intérêt pour la politique ne sont pas équivalents. Ce constat permet de conclure que la notion globalisante de compétence politique est, en réalité, pluridimensionnelle. Il invite donc à développer les recherches sur les interactions entre ces différentes dimensions<sup>1</sup>. Une autre manière de justifier l'intérêt de l'analyse des effets des connaissances politiques est de souligner sa contribution à l'étude des phénomènes de genre. Au premier abord, la persistance d'un déficit d'intérêt et de connaissance politique chez les femmes, y compris jeunes et diplômées, sape les visions optimistes qui tablaient sur la réduction progressive de ce type d'inégalité par l'accession des femmes au marché du travail et à l'éducation. Mais une analyse plus approfondie montre que la distance affichée (ou subjective) des femmes à la politique est peut-être moins le signe d'une moindre implication dans les clivages qui fondent les mécanismes de politisation (leur attachement au principe de la démocratie sociale en serait une preuve) que de leur éloignement du champ politique institutionnel. De ce point de vue, le cas français rejoindrait celui de la Hollande analysé par Jan Van Deth, (2000). Dans ce pays, où les femmes sont, aujourd'hui, plus diplômées que les hommes, le *gender gap* en matière politique semble s'être accru. Mais, en réalité, il se manifeste plus dans des appréciations subjectives (déclaration d'intérêt) que dans les pratiques effectives (le fait,

1. Voir, dans une perspective qualitative, Duchesne, Haegel (2001) et Braconnier et al. (2001).

par exemple de discuter politique). Il s'interprète alors en soulignant que de nombreux sujets étiquetés comme politiques n'apparaissent pas pertinents aux yeux des femmes. Cette remarque conduit à poser l'éternelle question de la causalité. Classiquement, le fait d'être politiquement informé a été considéré comme un facteur explicatif de l'adhésion au système politique. On peut, en s'appuyant sur les enseignements de la psychologie cognitive, s'interroger sur l'inversion de la relation : pour rechercher et retenir une information, ne faut-il pas d'abord qu'on y trouve un intérêt ?